



Règles applicables à la propagande électorale

Afin de garantir l'égalité entre les candidats, pendant les 6 mois précédant le scrutin, il est interdit de recourir à tout affichage relatif à l'élection en dehors des emplacements réservés à cet effet :

- Les **emplacements d'affichage électoral** : les panneaux électoraux seront installés au début de la campagne officielle, soit le 2 mars 2026 à 00 h pour le premier tour des municipales des 15 et 22 mars 2026.
- Les **panneaux d'expression libre** : ils sont disponibles au carrefour du Fossé et sur le parvis de l'église.

L'affichage sauvage relatif à l'élection est interdit en dehors des emplacements officiels et des panneaux d'affichage d'expression libre, et ce depuis le 1er septembre dernier.

En cas de manquement, le maire adresse une mise en demeure au représentant de la liste, et peut ensuite procéder au retrait d'office des affiches.

Une copie de la mise en demeure doit être adressée au préfet. Les maires peuvent prononcer une amende administrative forfaitaire de 1 500 euros à l'encontre des contrevenants, sauf dans le cas où ils n'ont pas prévu d'emplacement d'expression libre. Le candidat s'expose également à des sanctions pénales en cas de non-respect des règles d'affichages rappelées dans la circulaire.

Plus d'informations sur le site du ministère de l'Intérieur :

<https://www.elections.interieur.gouv.fr/comprendre-elections/comment-sont-encadrees-campagnes-electorales/grands-principes-encadrant-campagne-electorale>